

“C'EST POSSIBLE !

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

#2 • novembre 2010



VITE LA RÉVOLUTION CITOYENNE

page 4

Allez les bleus !

page 12

Viv(r)e la gratuité



la revue du blog : www.gabrielamard.fr

VITE LA RÉVOLUTION CITOYENNE



Par
Gabriel Amard
Président de la communauté
d'agglomération Les Lacs de l'Essonne,
Secrétaire National du Parti de
Gauche, membre du Front de Gauche

S'il y a bien une chose qu'on ne pourra pas reprocher à Nicolas Sarkozy, c'est sa cohérence : de sa première nuit au Fouquet's jusqu'à son projet de réforme des retraites, sa présidence a été marquée par le fait de servir une toute petite minorité de riches au détriment du plus grand nombre. Peu à peu, tous les éléments se sont mis en place pour que la démocratie s'estompe au profit de l'oligarchie.

Pourtant, la crise que subit le capitalisme devrait nous alerter. Partout, ce système pollue et met en grand danger notre écosystème. Partout, il accroît les inégalités entre un petit nombre d'ultra-riches aux modes de vies écologiquement irresponsables et un nombre de plus en plus important de personnes peinant à accéder aux ressources élémentaires nécessaires à la vie. Partout, ce sont les salariés qui payent pour une finance qui continue en toute impunité de brasser des milliards virtuels.

Pourtant, c'est possible de faire autrement. Les exemples existent, d'Amérique du Sud jusque dans nos villages, de la nationalisation des ressources énergétiques à la protection de notre biodiversité, de résolutions de l'ONU faisant de l'eau un bien commun de l'humanité au retour en gestion publique de l'eau dans nos communes, ou encore d'expériences de gratuité d'accès à des services publics, déjà payés par l'impôt par nos concitoyens.

C'est la démarche même de cette revue : vous montrer que c'est possible. En participant à la création de «La gauche par l'exemple», avec tous les élus du Parti de Gauche je veux à la fois mutualiser les expériences alternatives et servir de boîte à idées pour tous les élus locaux qui désespèrent de voir leurs territoires ruinés par la marchandisation de tout, pollués par le productivisme, au lien social détruit par le chômage et la pauvreté. Nous posons les premières pierres d'une révolution citoyenne : intérêt général défini par le plus grand nombre, pour le plus grand nombre, par l'arme suprême du peuple, le vote. Cela passe par une lutte sans merci contre l'oligarchie.

**La gauche
par l'exemple** 3

**Qu'ils s'en
aillent tous** 4

**La révolution
citoyenne** 6

**L'exemple
de l'Équateur** 9

**Réplique au
gouvernement** 10

**L'écologie pour
de vrai** 11

**De la gratuité
en politique** 12

**La gauche
par l'exemple** 14





Histoire D'UNE NAISSANCE

27 août 2010

La Gauche par l'exemple est née et le bébé se porte bien. Certes, la gestation nous aura pris un peu de temps mais l'enjeu en valait la peine. Alors que je me dirige vers Quimper, pour participer à un débat sur l'eau avec Danielle Mitterrand, je peux prendre quelques instants pour revenir sur ce que je qualifie volontiers d'événement politique.

Oui, nous avons créé la Gauche par l'exemple, association des élus du Parti de Gauche et Apparentés. Pour ceux qui n'étaient pas là, la création d'une association d'élus peut paraître anecdotique. Mais je peux vous assurer, en ce qui nous concerne, qu'il s'agit d'autre chose. Nous avons appris de nos expériences passées dans différentes associations du genre et avons voulu mettre en actes nos propres mots : faire de la politique autrement. En premier lieu, je fais miens les mots de ma camarade et amie **Danielle Simonnet**, conseillère de Paris : *«L'élus est avant tout un militant exemplaire du Parti de Gauche. Son rôle est de faire la preuve par l'exemple qu'une politique de rupture est possible, que la radicalité dont nous sommes porteurs peut se traduire en actes de transformation sociale. (...) Par ailleurs, l'élus du Parti de Gauche est un porte-voix. A ce titre, pas une grève ! pas une lutte ! sans la présence des élus du PG ! Car, chaque fois que nous y sommes, nous légitimons la lutte.»* Je ne peux que me retrouver dans cette approche alors que j'étais encore, lundi entre midi et deux, aux côtés des enseignants du lycée Jean-Baptiste-Corot, à Savigny sur Orge, pour

réclamer des postes de professeurs en plus. Mais notre association se veut aussi digne de porter son nom. Je m'explique. Comme vous avez pu le lire au fil de mes notes sur ce blog, nous ambitionnons de faire la preuve par l'exemple, par notre action d'élus, que nos choix de transformation sociale et politique sont viables. A partir du terrain sur lequel nous sommes investis, nous créons les pratiques qui vont permettre, demain, de changer radicalement la donne en France. Quel enjeu ! Comme c'est stimulant ! Il ne s'agit plus de gérer le quotidien mais, avec les citoyens, de changer la donne quel que soit notre niveau de responsabilité.

Pratiques de combat

Comme nous sommes responsables au premier chef de la mise en œuvre de la politique de notre parti – chez nous, les élus ne sont pas «autonomes» vis-à-vis de l'organisation -, nous avons profité de l'assemblée générale constitutive de la Gauche par l'exemple pour poser les bases d'un premier Répertoire des pratiques de combat en faveur de la révolution citoyenne. Cet inventaire permet de recenser les bonnes pratiques : mise en place d'un éco-quartier à Limeil-Brévannes (94) ; d'un budget participatif à Grigny (69), la régie publique de l'eau de Chateldon, le retour en régie publique pour le cinéma à Viry-Chatillon, j'en oublie forcément... mais ce recueil recense aussi des motions, des argumentaires élaborés par nos camarades qui ne sont pas à la tête d'exécutifs locaux voire qui sont dans l'opposition. Notre réseau d'élus engagera ses actions selon la méthode et avec les objectifs politiques du Front de gauche notamment, l'Association nationale des élus communistes et républicains. Nous souhaitons également élaborer des convergences de lutte avec l'ensemble des élus de l'autre gauche. La Gauche par l'exemple est donc née. Une de ses premières prises de position, après avoir adopté une résolution pour construire la gratuité des services publics locaux, a été de s'engager contre la politique du gouvernement de droite à l'endroit des Roms. Je veux m'y arrêter quelques instants tant j'ai été choqué de l'expulsion des Roms de Fleury-Mérogis, mardi 7 septembre aux aurores, et surtout des conditions dans lesquelles a été opérée cette expulsion. Imaginez que des élus de la République, socialistes qui plus est, se sont interposés entre les militants associatifs venus s'opposer à cette expulsion, et les forces de l'ordre. Je suis proprement révolté par cette attitude qui voit des élus de gauche collaborer à une opération de basse police politicienne. C'est la gauche par le contre-exemple !

www.lagaucheparl'exemple.fr

Allez les **BLEUS** !

“ Casse toi, pov' con, ”
Et c'est **lui** qui le dit !

www.lepartidegauche.fr



C'est une honte ! Une indignité ! La France est bafouée ! On se moque de la tête des Français! De quoi s'agit-il ? De notre système de retraite piétiné ? Non. De la très fâcheuse collusion entre les grands de ce monde, riches à milliards, et les membres du Gouvernement ? Pas du tout. Que la gestion de l'eau potable soit confiée à 70 % à des multinationales avides de profit? Vous n'y êtes pas du tout.

Si le gouvernement s'émeut, si le Président s'en mêle, si la presse ne parle que de ça, c'est qu'il s'agit... de foot ! Ok, c'est la Coupe du Monde. En ces temps de crise, un peu de détente et de divertissement fait du bien. Mais justement, le football ne devrait-il pas être juste un divertissement ? C'est aujourd'hui une cause nationale... Le président de la République va recevoir Thierry Henry, quelques heures après qu'il l'ait demandé. Ça doit laisser rêveur les syndicats qui se sont battus pour être reçus pour négocier le projet de réforme des retraites... Bon, évidemment, je comprends la côte de désamour des Bleus. Certes, je ne pense pas que l'argent ou l'égoïsme des joueurs soient pour quelque chose dans leur déroute ; les joueurs des autres équipes nationales sont pareils, ce sont leurs

collègues dans les plus grands clubs, et ça ne les empêche pas de parfois bien jouer. Mais devant de tels comportements (arrogance, manque total d'humilité, performances sportives catastrophiques, grossièreté avérée, etc.), cet égoïsme et tout cet argent sont d'autant plus durs à supporter.

Le gouvernement et Nicolas Sarkozy s'apprentent donc à leur faire la morale. Ils vont bien rire, les Bleus. Leur impertinence à l'égard de leur entraîneur, de leurs supporters et des médias ira-t-elle jusqu'au président de la République ? Ils pourraient dans ce cas lui rappeler que fêter son élection au Fouquet's, en compagnie des plus grandes fortunes

françaises (dont on sait maintenant qu'elles emploient également les membres de la famille de certains ministres...), que ses vacances à bord d'un luxueux yacht, que ses Rolex et compagnie sont tout aussi "bling-bling" que leurs comportements à eux. "Un poisson commence toujours à pourrir par la tête", dit un proverbe chinois...

Nous aurions donc dû nous réjouir, faire la fête et se vêtir de bleu. Le Gouvernement pensait sans doute même gagner un mois précieux, en cette période trouble pour lui. Eh bien non ! Nous serons demain présents vêtus de rouge pour manifester pour nos retraites. Nous continuerons de demander des comptes à ces ministres en pleine collusion avec les grosses fortunes. Nous regarderons avec ironie ces footballeurs grossiers et "bling-bling" imiter leur président.

Décidément, y a du "Casse-toi pov'con" dans l'air...



L'autre affaire **BETTENCOURT**

note de blog
du 1^{er} juillet 2010

Petit retour en arrière. Flash back, comme on dirait au cinéma. Dans les années 1930, Eugène Schueller met ses colossaux moyens financiers à disposition pour créer la formation du groupe d'extrême droite Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), plus connu sous le surnom de La Cagoule.

En 1941, en accord avec les autorités allemandes, il crée le Mouvement social révolutionnaire. Il est le mécène principal des plus grands mouvements d'extrême droite en France. Il participe ensuite à la direction du RNP de Marcel Déat. Il sera néanmoins relaxé après la guerre. Eugène Schueller est aussi le fondateur de l'Oréal. Un professionnel pour masquer la réalité, en quelque sorte. Par ailleurs, il est aussi le père d'une femme : Liliane Bettencourt.

Oui, vous voyez où je veux en venir. Il y a dans cette famille une longue tradition de financement de la vie politique française, et pas dans le camp le plus progressiste qui soit. Le fait qu'elle soit un gros pourvoyeur de fonds notoire de l'UMP créé forcément un sentiment de malaise, n'est-ce pas ? Je compile les faits : Eric Woerth est trésorier de l'UMP et ministre du Budget. Madame Woerth, son épouse, travaille dans une holding chargée de gérer les affaires personnelles de Madame Bettencourt (en langage normal, ça veut

dire "fait tout pour faire échapper au fisc une partie des revenus et du patrimoine de sa cliente). Madame Bettencourt finance l'UMP.

Je n'accuse personne ; une enquête devrait être diligentée et un jugement sera rendu. Je m'en tiens là. La probité des individus n'est pas un débat pour moi. Mais le mélange des genres, si. Et cette histoire est quand même sacrément révélatrice de ceux qui nous dirigent. Du Fouquet's aux relents de CAC40, en passant par les vacances du président de la République sur le yacht de la 15^e fortune française, nous arrivons maintenant à l'épouse du ministre du Budget qui s'occupe de défiscaliser les revenus de la 3^e fortune française. Ceci révèle deux choses essentielles, à mon sens : qu'il n'est guère étonnant que la politique du gouvernement soit dirigée en premier lieu en faveur des plus riches ; et que la collusion entre les membres du gouvernement et les capitalistes les plus importants de notre pays est tout, sauf fortuite. C'est un gouvernement des riches, par les riches, pour les riches. Nous, pendant ce temps, on paye nos impôts. On travaille plus longtemps. Notre pouvoir d'achat baisse. On nous met la pression pour faire gaffe à l'environnement. Eux, ils s'achètent des îles, héritent de fortunes colossales sans avoir aucun mérite, voient leur fortune progresser de 1 milliard d'euro en un an (dans le cas de Liliane Bettencourt, selon le journal Challenges), polluent la planète avec leur train de vie indécent et planquent de l'argent en Suisse. A ce propos, je vous renvoie à ma note du 1^{er} septembre 2009. Avec le recul, ça ne manque pas de sel.

Qu'ils s'en AILLENT TOUS !

Le 3 septembre dernier, j'étais au banquet de rentrée du Front de Gauche, dans ma circonscription, la 7^e de l'Essonne. En plus de la soirée festive et conviviale, nous devons tracer la feuille de route pour la rentrée, avec tous les militants du Front de Gauche. Nous avons d'ores et déjà élargi le Front de Gauche au-delà des frontières de nos deux partis, le PCF et le PG. La tâche m'incombait de faire cette feuille de route. Je vous livre ici le discours prononcé à cette occasion. Que les arguments que vous pouvez y piocher vous soient utiles : bonne lecture !

Quand Mounia Benaïli (PG), Alain Floch et Saïd Seddouki (PCF) m'ont demandé d'intervenir, ils m'ont

demandé de faire la feuille

de route de la rentrée. C'est quelque chose de sérieux, alors j'ai travaillé. Il s'agit de trouver des arguments, d'impulser une dynamique pour lutter contre l'énorme appareil à décerveler, à enfumer les esprits, à prendre en otage les consciences.

Nous sommes dans une crise du système capitaliste. Qu'est ce que cela signifie ? N'ayons pas peur des mots, le capitalisme fait cycliquement des crises, ainsi que Marx et Engels l'analysaient. Et ces crises sont des crises de surproduction. Nous produisons trop. C'est fou, non ? Quand tant de gens se serrent la ceinture, voir vivent dans la misère la plus totale, et bien en réalité, nous produisons trop !

Et depuis que le XXI^e siècle a commencé, ceci nous amène une autre réflexion. Auparavant, ces crises de surproduction nous indignaient déjà dans ce qu'elles comportaient de coups pour les salariés, d'injustices flagrantes, d'inégalités criantes. Désormais, c'est notre propre survie qui est en cause. C'est l'écosystème humain qui est en grand danger, du fait de cette volonté de produire toujours plus, de puiser chaque jour plus qu'il n'en faut dans les réserves naturelles de notre planète, de rejeter nos déchets jusqu'à transformer notre monde en une vaste poubelle.

Un système économique qui met en danger l'écosystème

Voilà le système économique dans lequel nous évoluons. Une crise servant de prétexte à serrer encore un peu plus le garrot qui nous étouffe et c'est l'Humanité tout entière qui peut tomber dans l'abîme. Tous les signaux sont au rouge. Ce ne sont pas quelques illuminés faisant des prophéties apocalyptiques dans

leurs coins ; ce ne sont pas quelques précurseurs ayant vu juste avant tout le monde. Non, c'est la quasi-totalité de la communauté scientifique qui nous met au défi. Et pourtant, que fait-on ? Rien. Pourquoi ?

Parce que ceux qui nous dirigent sont les garants du système qui dysfonctionnent. Les seules réponses qu'ils trouvent aggravent donc encore la crise !

Il y a trop de monnaie "fictive" générée par le crédit ? Les États abondent les banques ! La consommation est trop basse pour réguler la surproduction ? Ils baissent nos pouvoirs d'achat ! Les délocalisations créent du chômage ? Ils intensifient le libre-échange ! Les réponses libérales à un problème causé par le libéralisme ne peuvent nous sortir du marasme. Il faut tout changer. Vous m'entendez ? Tout ! Pourquoi ? Parce que détourner l'attention en stigmatisant une catégorie de la population, monter les gens les uns contre les autres, diviser le peuple pour continuer de régner en toute impunité, tout ceci ne peut être des solutions.

Ce n'est pas acceptable d'un point de vue fraternel, et c'est de toute manière voué à l'échec... C'est pour ça qu'il ne faut pas traiter cette question par-dessus la jambe, et qu'il faut montrer à la droite que notre capacité d'indignation est à la hauteur de l'indignité de leur politique. C'est tout l'objet de la manifestation de demain. Les Roms, mais aussi tout le peuple de France, stigmatisé, montré du doigt, sommé de justifier sa nationalité. Peut-être pour mieux la leur retirer !

Oui, la République exige un comportement fraternel et sécurisant pour tous. Et n'est-ce pas aux dirigeants de montrer l'exemple ? Menace-t-on de retirer la nationalité française à ceux qui fuient l'impôt, qui fuient la contribution solidaire au développement de la nation pour aller vivre dans des paradis fiscaux ? Non, on menace les plus fragiles d'entre nous, ceux qui n'ont rien, ceux qui sont discriminés, ceux dont les aïeux sont venus construire notre pays, ceux qui sont venus enrichir ceux qui fuient à l'étranger. Ce n'est



pas notre conception de la République. Même sol, même droit ! Voilà la France que nous aimons.

Non aux politiques libérales, d'où qu'elles viennent

(...) Alors à ceux qui se jouent de mots en attendant des alternances politiques, je dis : Messieurs, si vous n'êtes pas capables de trouver des solutions, partez ! Les solutions libérales, qu'elles viennent des marchés financiers, du gouvernement ou du FMI, ne peuvent nous conduire que dans le mur. Demandez au peuple grec ce qu'il pense des mesures préconisées par le FMI ! Demandez aux Espagnols, les Italiens ou au Portugais qui sont traités de "porcs" par les financiers. Je n'en rajoute pas : les pays évalués par les agences de notation ont un surnom en vogue chez les traders. Portugal-Italie-Grèce-Spain = PIGS. Traduction ? Porcs !

Et c'est le peuple qui résiste qui est mal poli ? Ce sont les manifestants qui sèment le trouble ? Qui est violent et provocateur ? Nous aussi, nous préférons les démocraties apaisées. Celles où le peuple choisit par le vote ce qui est bon pour l'intérêt général, celles où les gouvernants appliquent ce pour quoi ils ont été élus. Et s'ils ont un doute au cours de leur mandat, le référendum est alors présent pour consulter notre souverain, le peuple. Nicolas Sarkozy avait promis, pendant sa campagne électorale, de ne pas revenir sur la retraite à 60 ans. Qu'il consulte le peuple s'il pense que la situation a changé ! Non ? Alors qui pousse à la résistance ? Nul besoin de perdre des journées de salaire si nous étions consultés par voie référendaire.

(...) Et cette triste affaire Woerth-Bettencourt ? Le même ministre qui nous somme de nous serrer la ceinture, de travailler toujours plus pour toujours moins, est chopé en flagrant délit de collusion avec une des plus grandes fortunes du monde. Il lui a reversé, en tant que Ministre du Budget, environ 25 millions d'euros au titre du bouclier fiscal. Et elle a encore reçu 75 millions supplémentaires depuis. 100 millions d'euros ! Pour une femme qui est déjà hyper riche, qui a les moyens de s'acheter une île. Bon, sa fille lui fait un procès, ses employés enregistrent ses conversations privées et son "ami" lui extorque 1 milliard pendant qu'elle connaît les affres de l'âge. Comme quoi, ça ne fait pas tout. D'ailleurs, ce n'est pas ce que nous demandons.

Qu'ils s'en aillent tous !

Nous ne voulons pas être hyper riches, nous ne voulons pas polluer la planète de nos yachts et autres jets. Les salariés réclament de la dignité et des conditions de vie décentes, de la fraternité. Quand la tempête ravage notre pays en 2000, les salariés d'EDF font des heures supplémentaires sans rechigner, les services techniques de toutes les collectivités se mobilisent.

Les financiers, eux, se dépêchent de vendre leurs actions et de spéculer à la baisse. Stop, le monde ne doit plus, ne peut plus leur appartenir. Qu'ils s'en aillent tous !

Parce que des solutions, nous en avons. Quand je dis nous, je parle de ce qu'on appelle l'autre gauche. Toutes les conversations que j'ai eues avec certains d'entre vous tout l'été, nos rencontres, nos réunions, nos échanges, le même pavé que l'on foule démontrent cette réalité : nous sommes d'accord. D'accord pour changer les choses, les transformer, avec l'appui du peuple. Nous voulons une radicalité, mais une radicalité concrète, qui s'appuierait sur l'implication populaire, ce qu'au Parti de Gauche nous appelons la révolution citoyenne. Tout changer oui, mais par les urnes.

Mais pour battre la droite, pour éviter une fois de plus d'avaler la couleuvre du vote utile à gauche, nous devons nous unir. D'ailleurs, ce n'est plus une couleuvre, c'est un boa. Le Parti socialiste investit les collectifs unitaires sur les retraites, signe les tracts unitaires dans lesquels il y a le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans sans allongement de cotisation. Et qu'apprenons-nous ? Que le tract PS qu'ils distribueront à partir de la semaine prochaine propose l'allongement à 41,5 annuités de la durée de cotisation. Nous voilà prévenus. Il est donc impératif que cette union de l'autre gauche se réalise. Alors nous aurons une vraie chance. Ne la laissons pas passer une troisième fois. Les européennes, les régionales, mais pas les cantonales !

C'est la dernière élection avant la présidentielle, et cela aura forcément un impact national. Il faut élargir notre Front de Gauche.

Un programme partagé

(...) nous proposons des mesures concrètes, à discuter en 1er lieu avec nos camarades communistes, mais également avec tous ceux qui en sont d'accord. Venez amender, pointez du doigt les incohérences qui existent encore dans ce qui n'est aujourd'hui qu'une solide base de travail. Un référendum sur la réforme des retraites, chiche ? Un référendum du peuple français pour sortir ou pas du Traité de Lisbonne, chiche ? La mise en place d'un revenu maximum, chiche ?

Il y a de quoi faire. Ça tombe bien, de l'énergie, on en a à revendre. Enfin, nous, on la donne notre énergie, elle n'est ni à vendre, ni à privatiser ! Car les tâches politiques qui nous attendent sont nombreuses et enthousiasmantes. Si nous faisons reculer le gouvernement sur son projet de réforme des retraites, vous verrez même que notre enthousiasme sera décuplé. Et si le gouvernement persiste malgré la forte pression du mouvement social, c'est notre colère qui servira notre détermination !

www.lepartidegauche.fr

Nicolas Sarkozy avait promis, pendant sa campagne électorale, de ne pas revenir sur la retraite à 60 ans. Qu'il consulte le peuple s'il pense que la situation a changé !

«Les journalistes sont des bandits»... ET C'EST LUI QUI LE DIT

La France vient d'être rétrogradée à la 44^e place mondiale des pays au titre de la liberté de la presse. La raison principale de cette perte de rang ? "La majorité présidentielle a eu des mots très menaçants, parfois insultants, envers certains médias", selon Reporters Sans Frontières (RSF). Plus globalement, c'est "l'immixtion importante du pouvoir dans l'activité des médias" qui est également sanctionnée.

Le stagiaire précaire payé à la pige n'aura pas le même regard que le présentateur vedette payé 400 000€ par an.

Ah. J'ai dû mal lire la presse, justement. Je pensais que le responsable de tous les maux des journalistes était Jean-Luc Mélenchon... On va se livrer à un petit jeu. Je vais écrire une citation à propos des journalistes, vous allez essayer de deviner si c'est Jean-Luc Mélenchon qui insulte un journaliste ou si c'est Nicolas Sarkozy qui respecte la liberté de la presse. C'est parti : *«Les journalistes, ce sont des nullards, il faut leur cracher à la gueule, il faut leur marcher dessus, les écraser. Ce sont des bandits. Et encore, les bandits eux, ont une morale»*. Bien vu, c'est Nicolas Sarkozy, le 18 mars 2009, lors d'une réunion devant les dirigeants de la majorité, relate **Le Canard Enchaîné** dans son édition du 21 avril 2009.

Ainsi donc le grand pourfendeur de cette corporation est le président de la République. Ce n'est pourtant pas lui que l'on accuse sans cesse de populisme, que l'on

compare à Jean-Marie Le Pen. Mais c'est à lui que les journalistes s'adressent avec une déférence coupable. Alors pourquoi ? C'est ça la vraie question qu'il faut se poser. Le petit monde médiatique n'échappe pas aux règles qui régissent la plupart des groupes professionnels : il y a en son sein une frontière de classe qui induit la façon de voir l'actualité. Le stagiaire précaire payé à la pige n'aura pas le même regard que le présentateur vedette payé 400 000€ par an. Et c'est ce dernier qui a l'antenne, celui-là qu'on entend.

Or, Nicolas Sarkozy défend les riches. Inutile ici de rappeler l'ensemble des mesures prises dans ce sens par le gouvernement depuis mai 2007. Jean-Luc Mélenchon prétend, au contraire, prendre aux riches, parmi lesquels figurent l'immense majorité des stars médiatiques de l'actualité. Inutile d'aller chercher ailleurs des raisons. Elles sont là. La levée de boucliers quant à la réaction de Jean-Luc Mélenchon à propos de l'interview de David Pujadas à Xavier Mathieu, syndicaliste licencié de chez "Conti", est disproportionnée par rapport au réel traitement que subit la presse dans son ensemble par le pouvoir : menaces, vol d'ordinateurs de journalistes enquêtant sur l'affaire Woerth/Bettencourt, nominations arbitraires, licenciements sur la radio publique de chroniqueurs trop critiques contre la droite, etc.

Pas de faux-semblants, pas d'hypocrisie : ces journalistes-là sont, eux-aussi, concernés par le «qu'ils s'en aillent tous». Nous avons le courage de le dire. Sans doute alors nous pourrions l'an prochain dépasser le pays qui nous précède au classement.

Au fait, c'est la Papouasie Nouvelle Guinée qui est 43^e.



¡ Que se vayan TODOS !



«Qu'ils s'en aillent tous». C'est le titre du nouveau livre que sort Jean-Luc Mélenchon*. C'est aussi la traduction du cri que poussait le peuple d'Amérique du Sud lorsqu'excédés par les politiques libérales qui le frappaient, de quelque gouvernement qu'elles viennent, il réclamait une autre politique.

Cela paraît sans doute excessif, outrancier. C'est aussi pourtant, le cri que poussent tous les libéraux du monde devant les expériences réussies des révolutions citoyennes qui ont lieu sur ce continent. Tentatives de putsch contre Hugo Chavez au Venezuela. Tentative de putsch contre Evo Morales en Bolivie. Tentative de putsch contre José Manuel Zelaya en Honduras. Et la nuit dernière tentative de putsch contre Rafael Correa en Équateur. A chaque fois, des présidents légitimement élus. A chaque fois, des présidents populaires, soutenus par leur peuple. A chaque fois, des présidents qui ont mis en place des processus de décisions démocratiques d'implication populaire et des politiques anti-libérales.

Les libéraux essayent qu'ils s'en aillent tous, ces présidents. L'adhésion populaire à des politiques qui luttent contre la pauvreté, pour la réappropriation des ressources énergétiques du pays, contre l'illettrisme, pour l'implication populaire dans les grands choix de la nation, contre les discriminations : tout ceci leur est insupportable. C'est la preuve par l'exemple jeté à la face du monde que des politiques alternatives à celles préconisées par le FMI existent. Et que ça marche. Que ça fait le bonheur du plus grand nombre. Tout le contraire de ce qui est fait en Grèce ou en

C'est la
preuve par
l'exemple
jeté à la face
du monde
que des
politiques
alternatives
à celles
préconisées
par le FMI
existent.

Espagne. Pourtant, qui en parle ? Quand des manifestations, des tee-shirts ou des autocollants fleurissent pour "le Tibet libre", peu de voix s'émeuvent de ces attaques féroces anti-démocratiques, ces putschs militaires contre des présidents élus. Un seul média au monde a traité de la situation en Équateur cette nuit en direct : TeleSUR, la chaîne de télévision bolivarienne basée au Venezuela. C'est pourquoi je suis fier que mon parti appelle à un rassemblement devant l'ambassade d'Équateur aujourd'hui à 18 heures. Nous ne pouvons rester sans réaction. Céder aujourd'hui, c'est en réalité déjà céder aux menaces qui ne manqueraient pas de survenir dans notre pays en cas de victoire d'une gauche porteuse de radicalité concrète. Résister aujourd'hui, c'est à la fois soutenir ces gouvernements devant la menace qui pèse sur eux et réclamer à notre tour qu'ils s'en aillent tous. Ci-dessous, le communiqué de presse du Parti de Gauche à ce sujet :

Le Parti de gauche condamne fermement la tentative de coup d'état en Équateur.

"Une nouvelle fois, l'Amérique latine est victime de l'offensive de l'ultra-droite contre la démocratie.

Des secteurs de la police nationale et des forces aériennes tentent actuellement de renverser le gouvernement présidé par Rafael Correa. Celui-ci a été agressé par des gaz lacrymogènes alors qu'il tentait de dialoguer avec des policiers.

Ces secteurs multiplient les violences dans le pays et tentent d'occuper plusieurs aéroports et le Parlement.

Massivement, le peuple occupe les rues de la capitale Quito et manifeste devant le palais présidentiel pour protéger la démocratie et son gouvernement. L'Organisation des Etats américains et tous les pays du continent ont condamné cette tentative de coup d'Etat.

Le Parti de gauche s'associe à toutes les forces progressistes d'Amérique du Sud et du reste du monde pour condamner cette agression inacceptable contre la souveraineté populaire équatorienne et la démocratie.

Il manifestera sa solidarité en appelant à manifester à Paris dans les plus brefs délais en soutien à la démocratie en Équateur."

www.gabrielamard.fr
NOTE DU 1^{er} OCTOBRE 2010

La retraite à 60 ans : **LAISSEZ FAIRE CEUX QUI SAVENT**



La guerre des chiffres est entamée. 50 000 ? 300 000 ? 1 million ? 3 millions ? A vrai dire, peu importe... L'Elysée et le gouvernement auront vraiment tout fait pour détourner l'attention sur la vraie question.

Un mouvement social d'une telle ampleur n'a pas existé depuis bien longtemps

D'abord, vite, vite, vite, une réforme pendant l'été. Ce ne sont que les retraites, après tout. Ce ne sont que nos années de travail. Ce ne sont que nos pensions, qui sont en jeu. Ça ne méritait sans doute pas un vrai débat national. On n'écoute à peine les syndicats, on passe au pas de charge. On courbe un peu le dos avant les vacances et les Français qui reviendront bronzés et gonflés à l'endorphine solaire auront tout oublié.

Et bien non ! Nous n'avons rien oublié du tout. Ni ce projet de loi néfaste, ni notre capacité à nous mobiliser. Si nous n'étions pas aveuglés par cette "guerre des chiffres", nous verrions alors qu'un mouvement social d'une telle ampleur n'a pas existé depuis bien longtemps. Cette mobilisation est non seulement massive mais ne faiblit pas d'une manifestation à l'autre. Mais le gouvernement s'entête. Il tente des gesticulations en communication aussi stupides que vaines. "Il n'y avait que 30% de grévistes donc 70 % des Français soutiennent la réforme". Ben tiens ! Nous n'étions que 3 millions dans la rue, donc 57 millions la soutiennent, aussi ?

Non ! La droite est responsable du climat délétère qui règne dans notre pays. En pourchassant et en expulsant les Roms, elle ne détourne pas notre regard, elle ne fait qu'exprimer sa barbarie. En réduisant le champ de la nationalité française, elle ne nous distrait pas, elle ne fait qu'exprimer son manque de fraternité. En votant une énième loi sur la sécurité, elle ne fait pas que montrer l'inefficacité des précédentes

qu'elle a mises en place, elle réduit notre liberté. En ne retirant pas cette contre-réforme des retraites, elle ne fait pas que montrer qu'elle gouverne pour les riches contre les autres, elle met à mal l'égalité.

Il ne faut pas s'étonner que le climat social se dégrade, dans ces conditions. La fonction même de chef de l'Etat est en train de perdre de son prestige. Lorsque je participais au rassemblement devant le lycée Corot, à Savigny-sur-Orge, en Essonne, destiné à protester contre Nicolas Sarkozy alors en visite, j'ai été frappé par tous ces lycéens qui collaient spontanément un autocollant "Casse-toi pov'con" sur eux. C'est une chose de le faire en manifestation ; c'en est une autre que de le faire en sa présence.

D'ailleurs, pour un petit rassemblement improvisé par quelques camarades "jeunes" de mon parti, nous avons trouvé plus de 300 élèves voulant se joindre à nous, sans sourciller !

Pour l'instant, nous devons au très grand sens des responsabilités des syndicats que tout ceci se déroule dans le calme. Mais d'un "autisme" volontaire aux provocations récurrentes, vous fomentez la radicalité qui s'installe dans le cœur des Français. Il n'y a de désignation que dans la tête des éditorialistes : la mobilisation ne faiblit pas. Il existe même des poches de radicalité qui s'installent. Alors je vous dis : "Ce sont des salariés qui rognent sur leurs payes par votre unique faute. Ce sont des salariés que vous poussez à bout. Vous le faites exprès. Vous voulez diviser. Vous avez beau jeu de nous renvoyer dos à dos avec une partie de la gauche. Mais nous savons ce qui s'est passé en Grèce, lorsque Georges Papandreou s'est fait élire sur un programme de gauche avant d'obtempérer aux injonctions libérales du FMI ; nous savons ce qui s'est passé en Espagne, où le gouvernement social-démocrate est en train de conduire un grand nombre de réformes régressives pour les salariés ; et nous savons ce qui s'est passé dans notre assemblée nationale, lorsque le Parti socialiste a voté avec la droite sur l'allongement de la durée des cotisations. Nous n'avons pas cette vision des choses. Vous voulez nous faire croire que nous n'avons pas le choix, que c'est inéluctable. La mobilisation qui gronde, qui gronde de plus en plus fort vous dit : ceux qui ne savent pas faire, laissez faire ceux qui savent !"

Face à l'urgence, VIVE L'ÉCOLOGIE PLANIFIÉE !

Publiée dans le journal de l'Humanité du samedi 10 octobre 2009
par Gabriel Amard, président (PG) de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne*

La
planification
écologique
c'est notre
manière de
contribuer au
dépassement
du
capitalisme...



Quel plaisir, ces derniers mois, de voir que l'écologie est devenu un sujet d'intérêt pour les grands de ce monde, pour tout le monde. Je ne saurais jamais assez me féliciter de cet élan renouvelé en faveur de notre patrimoine commun : l'environnement. L' élu que je suis, pleinement investi dans ces dossiers au sein de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, se dit que, enfin, les efforts que nous avons menés pour restaurer le cadre de vie des habitants de Grigny et Viry-Chatillon depuis 15 ans, rejoignent une dynamique générale...

Oui, je fais de l'ironie. Et ce n'est pas la récente journée consacrée au Climat par l'ONU qui va me réchauffer le cœur : elle a accouché d'une souris en termes de lutte contre le réchauffement climatique. La préparation du Sommet de Copenhague me laisse aussi dubitatif. Malgré les engagements du président Obama, les Etats-Unis ne seront pas prêts à franchir un pas significatif à cette occasion. Pendant ce temps-là, partout en France, les démarches d'Agenda 21 s'amplifient pour élaborer un diagnostic partagé et préparer des solutions pour demain... Quand le gouvernement

s'acharne à culpabiliser les citoyens en leur imposant une taxe carbone, les collectivités travaillent à bâtir des solutions à partir de leur territoire et en intégrant de manière positive les citoyens dans leur mise en œuvre. Deux visions de l'action publique en matière d'écologie s'opposent, je voulais le rappeler.

Cela dit, je considère qu'il faut aller maintenant au-delà de la démarche Agenda 21. Le diagnostic s'impose aujourd'hui à tout le monde, de l'habitant de la Grande Borne au Premier ministre chinois. Et pour cause, chacun le vit au jour le jour : réchauffement climatique, disparition des espèces animales et végétales, hausse du niveau des mers, accroissement des émissions de gaz à effet de serre, pollution galopante... Autant de conséquences d'un système - le capitalisme - qui, comme le disait Marx, épuise autant la terre que le travailleur. Oui, l'urgence est là ! Au sein de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, nous avons décidé d'assumer notre part dans le combat en faveur d'un environnement restauré, qui réponde tant à des préoccupations écologiques que sociales. Nous ne devons pas nous cacher derrière l'enjeu planétaire pour ne rien faire. Et nous pensons que nous ne devons pas attendre les hypothétiques décrets d'application des deux « Grenelle de l'environnement » pour agir. Dès 1997, nous avons mis sur la table les moyens pour restaurer les lacs de Grigny et Viry-Chatillon, 100 hectares de surface à dépolluer, à aménager, où nous avons recréé des zones humides... Le résultat a été marqué par l'arrivée d'espèces d'oiseaux protégées telles le martin-pêcheur et la sterne pierregarin. Mais cela ne suffisait pas, à notre sens. Nous avons voulu améliorer l'efficacité de l'action publique en termes d'environnement. Dès avril 2008, nous avons décidé de passer la vitesse supérieure en instaurant la planification écologique : prévoir les objectifs, anticiper les besoins, décider des moyens, assumer les échéances les unes après les autres. Et je veux pouvoir dire ici que cette méthode fonctionne. Cette année, nous avons cessé d'utiliser les produits phytosanitaires, pesticides, herbicides, engrais et nous avons choisi le recours à des méthodes alternatives de désherbage. Nous introduisons aussi la gestion différenciée des espaces verts. Résultat : l'orchidée sauvage fait son apparition chez nous, c'est un bel indicateur sur la capacité à enrayer sur un territoire, la catastrophe qui s'avance.

La planification écologique c'est notre manière de contribuer au dépassement du capitalisme par une action concrète que je pourrais résumer aussi par « l'écologie par la preuve ». Preuve que c'est possible, au quotidien, de transformer l'environnement sur un territoire, de changer de pratiques sans pour autant que le service public que nous mettons en œuvre ne perde de son efficacité, au service de tous les citoyens.



«Retraites : réplique au gouvernement» a été conçu pour enrichir le débat citoyen et débattre sur son lieu de travail, entre amis, en famille. Les députés du Parti de Gauche lors des débats à l'Assemblée nationale se sont attachés à déconstruire un par un les nombreux mensonges du gouvernement. Ils ont, par leurs propositions, montré qu'une autre réforme des retraites était nécessaire et possible. Ce que le peuple a fait, seul le peuple peut le défaire !
Vous pouvez le commander : www.bruno-leprince.fr
Aux éditions Bruno Leprince - **Chez votre libraire**

*La communauté regroupe les communes de Grigny et Viry-Chatillon

Viv(r)e
LA GRATUITÉ

Face au déchainement ultralibéral de l'Union Européenne et d'un gouvernement à la botte des lobbies économiques, se multiplient des débats sur les notions de gratuité et de valeur d'usage.

Aujourd'hui, l'eau est confiée à des multinationales privées, la protection sociale à des assurances complémentaires, nos mécanismes de solidarité et de répartition sont mis en miettes... L'accès de tous à l'école, à l'hôpital public, à une retraite décente, ou encore à une énergie accessible est sérieusement menacé. Il est intolérable qu'il faille à la fin du mois choisir entre se nourrir, se chauffer ou se soigner. Mais le combat pour la gratuité, en politique, ça veut dire quoi ?

Réaffirmer que les services publics sont la garantie de l'égalité d'accès de tous à ces droits fondamentaux. Parce qu'ils sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, ils doivent être au cœur du combat politique de la gauche. Nous devons bâtir de nouveaux outils

Les services publics sont la garantie de l'égalité d'accès de tous à ces droits fondamentaux

de redistribution mais aussi poser la question des choix, donc des priorités politiques. Car il ne s'agit pas d'affirmer de manière démagogique que tout doit être gratuit : nous en savons le coût pour la collectivité et nous ne considérons pas que tout soit égal. Il faut donc également poser la question des usages.

Eau et électricité

Sur la question de l'eau et de l'électricité, par exemple. Est-il acceptable que le service de l'eau utilisée pour se nourrir ou se doucher coûte le même prix que celui utilisé pour arroser un golf ? Comment tolérer que l'électricité soit facturée au même tarif pour se chauffer en hiver dans un logement mal isolé et pour faire ronronner la climatisation d'un magasin aux portes grandes ouvertes en plein été ? Il s'agit là de revenir à la valeur d'usage, et donc d'accorder une valeur marchande différente selon la destination du bien utilisé. Tout l'inverse du projet de taxe carbone qui ciblait indifféremment pauvres et riches, bien logés ou non, à proximité de transports collectifs ou obligés d'aller bosser en vieille guimbarde polluante.

Aussi nous défendons l'idée de la gratuité des premières tranches de consommation d'eau et d'énergie, financée par le renchérissement du mésusage des tranches supérieures. Voilà une mesure à la fois porteuse de justice sociale et de réduction des gaspillages de ressources rares ou polluantes.

Transports en commun

Prenons un autre exemple : les transports en commun. Les politiques publiques de la ville doivent viser une seule et même finalité : permettre aux citoyens de vivre mieux, dans un espace préservé et amélioré, dans un temps libéré autant que possible de ses composantes aliénantes, afin qu'ils puissent se réaliser individuellement et collectivement. Or, la massification des transports publics, en constituant une alternative aux véhicules individuels, présente un impact positif indéniable en matière d'environnement mais aussi d'urbanisme et de qualité de vie. Qui n'a jamais perdu son calme en se retrouvant coincé dans les bouchons ? Qui n'a jamais rêvé de transports en commun cadencés, efficaces, rapides ? Mais qui n'a jamais vu quelqu'un renoncer aux transports publics parce qu'ils sont trop chers ? Rien ne sert de disposer d'un réseau efficace si les gens ne l'empruntent pas ! Par expérience d'élus locaux, nous savons que les tarifs des services publics en conditionnent l'accès. In fine se pose donc la question de la gratuité.

Une participation des entreprises

Prenons le temps de revenir sur une vision des choses communément admise à gauche, qui voudrait que la participation même modeste au financement participe à la «responsabilisation» de l'utilisateur. Mais chacun contribue déjà au financement des services publics de proximité comme nationaux au travers de la fiscalité ! Certes, une revalorisation de l'impôt sur le revenu et une refonte de la fiscalité sont néces-

La construction d'une culture de la gratuité participe de la révolution citoyenne à laquelle nous aspirons.

saires, de même qu'une plus grande et meilleure complémentarité entre l'Etat et les collectivités, à rebours du scélérat projet de réforme territoriale. Mais le principe de solidarité républicaine nous amène à estimer que la gratuité devrait être la règle en matière d'accès de tous aux services fondamentaux, et que les entreprises doivent contribuer plus largement, elles qui utilisent ces investissements et services publics à des fins marchandes. Ne serait-il pas logique qu'un supermarché desservi par des transports publics prenne sa juste part de financement ?

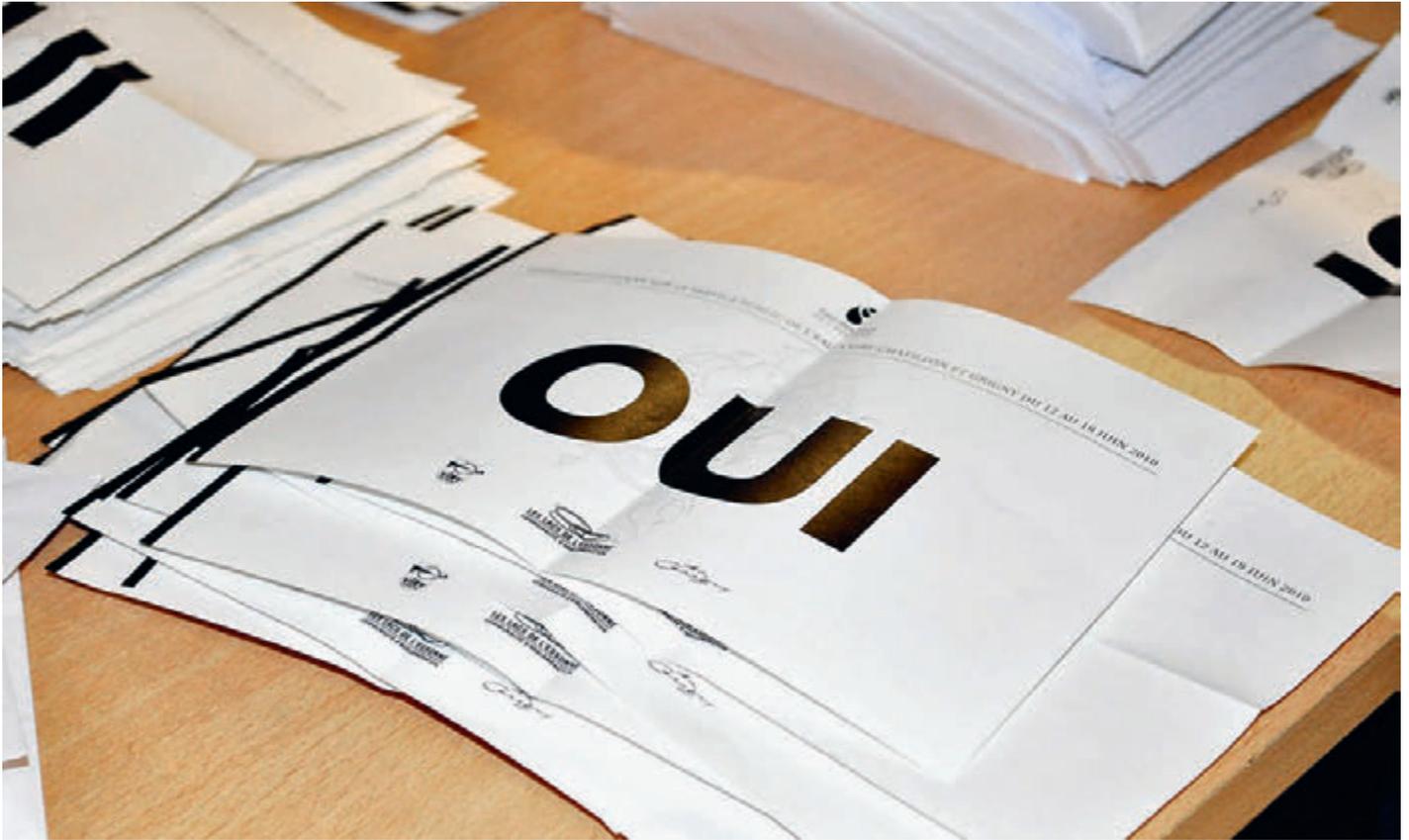
Un outil de démocratie

Dès lors, nous posons la gratuité des services publics comme objectif politique, mais aussi comme outil de démocratie citoyenne. Ce qui est valable pour l'eau et l'énergie ou pour les transports en commun peut s'appliquer à d'autres services éducatifs, de santé, culturels... Cependant, nous ne pourrions pas assumer la gratuité pour l'ensemble des services. Il faut donc assumer des choix et des priorités politiques. Les bases sont simples : quel service touche le plus aux biens communs indispensables à la vie et au lien social, pour soi et avec les autres ? Lequel contribue le plus à sortir de l'aliénation consumériste ? A une meilleure redistribution des richesses ? Tout ceci doit être passé au crible de l'impact environnemental et de notre méthode pour l'action : la planification écologique qui permet de combiner les deux espaces territoire et temps, enjeu essentiel des décennies à venir. Cette démarche implique d'en débattre tous ensemble avec les habitants et les usagers, par l'organisation de réunions publiques, de référendums populaires et de votations citoyennes. Cela nécessite pour les élus et les militants du PG de mener l'indispensable travail d'éducation populaire politique nécessaire à la décolonisation de l'imaginaire, au développement d'un nouvel engagement populaire et, in fine, à la sortie du capitalisme.

La construction d'une culture de la gratuité participe de la révolution citoyenne à laquelle nous aspirons. Parce qu'elle peut apporter la preuve par l'exemple qu'une société radicalement différente, basée sur d'autres valeurs que l'argent et la consommation, est possible.

Corinne MOREL DARLEUX
Gabriel AMARD





Historique ! **UN SERVICE PUBLIC EST NÉ**

Depuis le 1^{er} juillet dernier, date de la délibération en conseil de communauté, la régie publique Eau des Lacs de l'Essonne s'est mise en place pour la gestion de l'eau.

Pourquoi ce choix ? Lorsque la compétence de l'eau a été transférée des villes vers la Communauté d'agglomération, Viry-Chatillon s'est trouvée hors du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif). Deux choix s'ouvraient alors devant nous : adhérer à nouveau au Sedif ou créer une régie publique.

L'eau n'est pas une compétence comme les autres. Comme l'air, elle est un élément naturel indispensable à la vie. Trois jours sans boire, et nous sommes morts. Ce n'est même pas que l'eau n'est pas une marchandise «comme les autres». L'eau n'est pas une marchandise ! Nous sommes là dans le domaine du vivant. C'est une responsabilité toute particulière qui incombe à ceux qui en ont la charge. Des années de lutte à l'intérieur du Sedif en tant que maire de Viry-Chatillon (1995-2006) m'ont appris

que Veolia était intimement lié à ce syndicat (le plus puissant d'Europe) et que son président ne souhaitait pas une gestion en régie publique de l'eau, malgré les multiples enquêtes démontrant une réelle surfacturation, des factures incompréhensibles, un mode de gestion opaque.

A l'heure des choix, nous n'avons pas signé douze ans de plus avec Veolia. Nous avons opté pour la régie publique. Les études que nous avons menées en amont ont fait ressortir plusieurs points décisifs. Le premier d'entre eux était le prix. Nous sommes en mesure d'atteindre, d'ici à deux ans, un tarif d'accès au mètre cube de 1 euro de moins que celui que facture Veolia. Cela représente une baisse de 25 % environ, soit près de 1 650 000 euros rendus chaque année aux usagers de Viry-Chatillon.

Le deuxième élément est le rendement des réseaux. Près de 16% de l'eau potable n'arrive jamais jusqu'à nos robinets, compte tenu des nombreuses fuites.

Avec ce passage en régie publique, nous espérons faire «tâche d'eau», apporter la preuve que c'est possible.



Normal, puisque lorsque nous regardons les rapports du délégataire, nous nous apercevons qu'il investit à hauteur de 0,42 % par an sur le réseau. Ceci signifie un réseau renouvelé tous les deux cent cinquante ans ! Or, sa durée de vie maximale est de cent ans. Nous intégrerons cette donnée pour investir de manière plus substantielle sur notre infrastructure. C'est fondamental, quand on sait que les réseaux appartiennent aux communes, afin de ne pas les léguer dans un état critique aux générations futures.

Le troisième élément est celui de l'implication des usagers dans la gestion de leur eau. Après avoir constitué des groupes de travail avec les représentants des associations de consommateurs, nous avons organisé une votation citoyenne impliquant l'ensemble des titulaires de compteurs d'eau. La régie est maintenant dotée d'un conseil d'exploitation composé d'élus et de représentants des associations d'usagers et de consommateurs.

Désormais, nous voilà parés pour gérer notre eau. Dans un premier temps, jusqu'au 31 décembre 2010, une convention provisoire est établie avec le Sedif pour l'approvisionnement. Dans un deuxième temps, nous allons acheter de l'eau à un groupe privé, en attendant d'effectuer tous les travaux nécessaires permettant d'être approvisionnés par une régie publique, Eau de Paris. Gérer soi-même son eau apporte donc beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients. Cela permet également le retour dans le giron public des métiers liés à l'eau. La tradition française, exception dans le monde, d'un partenariat public-privé sur cette thématique a conduit peu à peu à la perte de toute maîtrise publique sur une question d'intérêt général et à l'affaiblissement de la connaissance des outils liés à l'eau potable. Cela autorise enfin à travailler à la mise en place de politiques différentes :

- Nous voulons revenir sur les prix dégressifs pratiques. Plus on consomme d'eau, plus le service de l'eau sera cher, ce qui est écologiquement plus logique.
- Nous avons besoin de 2,5 litres d'eau par jour et par personne pour rester en vie : la gratuité doit s'appliquer aux premiers mètres cubes de la facture afin d'en permettre l'accès effectif.
- L'installation de dix fontaines publiques d'eau potable va aussi se concrétiser pour aller dans ce sens.

- Nous réfléchissons également à une tarification différenciée entre l'eau utilisée pour un usage familial et celle utilisée pour un usage économique.
- Nous allons étudier des projets publics de coopération internationale afin de les financer, comme la loi l'indique, à hauteur de 1% du chiffre d'affaires de la régie.

Avec ce passage en régie publique, nous espérons faire «tache d'eau», apporter la preuve par l'exemple que c'est possible.

«OPINION» LA GAZETTE DES COMMUNES
DU 18 OCTOBRE 2010

www.eaudeclacsdelessonne.fr

Devenez porteur d'eau sur
www.france-libertes.fr

POUR FAIRE DE
L'ACCÈS À L'EAU
UN DROIT UNIVERSEL.
DANIELLE MITTERRAND ET
PHILIPPE STARCK CRÉENT
LA FEUILLE D'EAU.
À remplir d'eau du robinet
et emporter partout
sans modération.

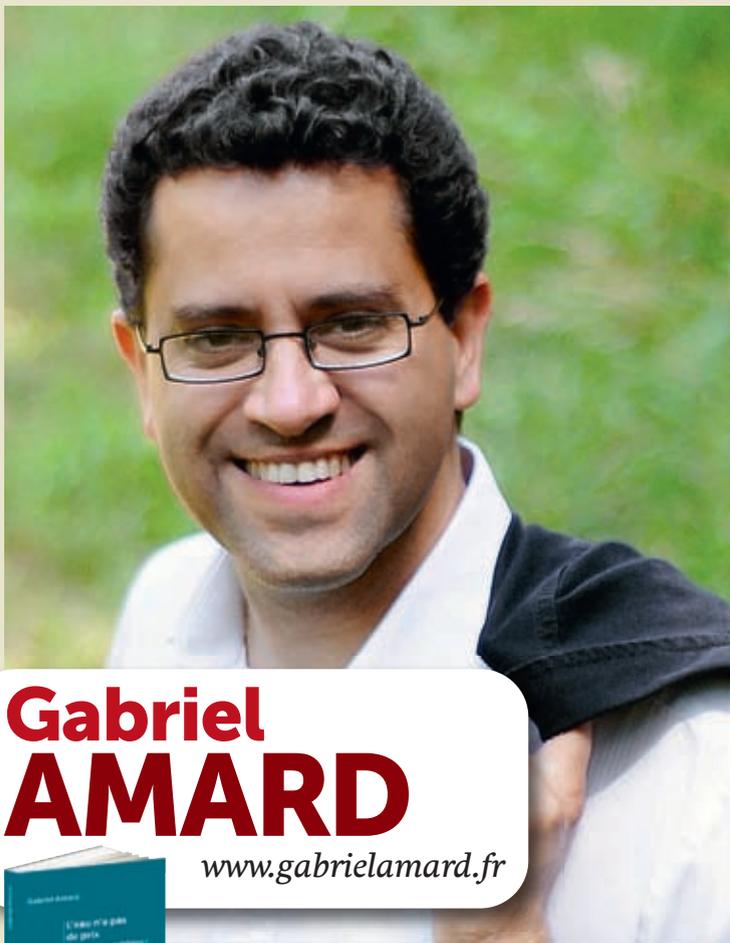
5 euros
www.france-libertes.fr
et dans les boutiques
Agnès b.

BIEN COMMUNE DE
L'HUMANITE L'EAU
N'A PAS DE PRIX

FONDATION DANIELLE MITTERRAND
FRANCE LIBERTÉS

Photo: Dominique Issermann / l'Espresso Photo

Les bénéfices des ventes de la feuille d'eau financeront les actions de la Fondation France Libertés



**Gabriel
AMARD**

www.gabrielamard.fr



**Jean-Luc
MÉLENCHON**

www.jean-luc-melenchon.fr



En librairie

Aux Éditions Bruno Leprince
5 euros - 96 pages

D'un simple geste, elle coule en abondance, à la mesure de tout ce que nous consommons, sans attention, sans retenue. Et pourtant, quels symboles recouvrent l'élément et son plantureux lexique. Fruit de convoitise, objet de fabuleux profits, combien de conflits a-t-elle pu susciter ? L'évidence mérite toujours que l'on s'y penche d'un peu plus près. Encore faut-il qu'une petite étincelle survienne pour éclairer un nouveau chemin. L'eau n'a pas de prix est à la fois le récit de la création d'une régie publique de l'eau, et une boîte à outil à disposition des usagers et des élus, pour faire sauter les fausses entraves au passage en régie publique de la gestion de l'eau potable. Gabriel Amard est aujourd'hui secrétaire national du Parti de Gauche, et l'un des fondateurs de l'association d'élus «La gauche par l'exemple». Attaché au non-cumul des mandats dans le temps ; après avoir été élu successivement maire de Viry-Chatillon, conseiller régional d'Île-de-France puis conseiller général de l'Essonne, il se consacre à la présidence de la communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne.

Aux Éditions Flammarion
10 euros - 142 pages

«Qu'ils s'en aillent tous !» Demain, des millions de gens iront prendre aux cheveux les puissants, excédés de les voir saccager notre pays et condamner la population de la cinquième puissance économique du monde au recul de tous ses acquis sociaux. Ils le feront, révoltés par les mœurs arrogantes des amis de l'argent, non seulement ce Président et son gouvernement, mais aussi toute l'oligarchie : les patrons hors de prix, les sorciers du fric qui transforment tout ce qui est humain en marchandise, les financiers qui vampirisent les entreprises, les barons des médias qui ont effacé des écrans le peuple. Du balai ! Ouste ! De l'air ! Je souhaite une révolution «citoyenne» en France pour reprendre le pouvoir à l'oligarchie, au monarque présidentiel, et à l'argent roi. Qui veut vraiment chambouler la société doit savoir comment et pour quoi faire. Mon croquis est là pour ça. Pour pouvoir débattre. Partager un enthousiasme. Et donner envie.

Jean-Luc Mélenchon est fondateur du Parti de Gauche, et l'un des animateurs du Front de Gauche.